Communiqué de presse : Bigorre Union Populaire s'est déployé sur le quartier de Laubadère à Tarbes samedi 12 février 2022 :

Le collectif Bigorre Union Populaire a pris l'initiative d'aller à la rencontre des habitants du quartier de Laubadère à Tarbes samedi 12 février sur la journée .

En effet, les quartiers populaires sont aujourd'hui en voie accélérée de relégation et sont plus particulièrement affectés par le chômage massif, l'échec scolaire, l' accroissement sans précédent des inégalités ....., Cela se traduit également par une démocratie malade et en berne avec un niveau d'abstention à chaque élection qui ne cesse de croître.

Nos quartiers à Tarbes (Laubadère, Mouysset, Solazur) et ailleurs dans le département n'échappent pas à une règle qu'il nous faut renverser.

Ainsi comme le soulignait l'INSEE dans son étude de 2016, alors que le taux de pauvreté est de 15 % dans le quartier du centre hospitalier il s'élevait à 41,9 % dans celui de Laubadère.

Ces quartiers, leurs habitant.e.s, sont les premières victimes des politiques du logement et de l'éducation menées par les gouvernements successifs depuis des années et accentuées sous la présidence Macron.

Le quinquennat qui s'achève aura été à ce titre l'un des plus destructeurs en la matière comme l'a d'ailleurs souligné le dernier rapport de la fondation Abbé Pierre sur le mal logement.

Ce rapport a d'ailleurs rappelé à quel point "*les plus pauvres restent les oubliés de ce quinquennat*."

Ainsi sur ses cinq années de présidence les aides au logement au premier rang des quelles les APL auront été ponctionnées de 15 milliards d'euros et de 4 milliards pour la seule année 2022.

La politique de la ville s'est essentiellement concentrée sur la rénovation au travers des financements de l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine) mais la rénovation ne constitue pas à elle seule une politique si l'on ne s'attaque pas de front aux maux qui semblent devenir endémiques, ceux de la marginalisation et de la précarisation.

Aujourd'hui 4 millions de personnes sont mal logées dans notre pays et le nombre de SDF (300 000) a doublé depuis 2012.

Le quinquennat Macron se sera ainsi distingué comme étant celui qui a le moins construit de logement social sur les 15 dernières années, et notamment en matière de logement Très Social .

Ce sont en effet 200 000 logements très sociaux PLAI et PLUS (financés par le Prêt Locatif Aidé d'Intégration, sont attribués aux locataires en situation de grande précarité, financés par le Prêt Locatif à Usage Social correspondent aux locations HLM (habitation à loyer modéré) qu'il faudrait construire tous les ans pour répondre aux déficits accumulés depuis 10 ans en la matière.

Le logement est une priorité mais également l'éducation.

L'école doit cesser d'être l'usine à reproduire les inégalités, elle doit redevenir une école de l'égalité et de l'émancipation, car l'école est le véritable pilier de la république.

Il faudra donc recruter des enseignants et non pas en supprimer comme l'a fait M. Blanquer qui a supprimé par exemple 1800 postes de professeurs de mathématiques, recruter pour faire baisser le taux d'élèves par classe, renforcer les services de vie scolaire (conseillers d'éducation, assistant d'éducation), recruter des médecins et des infirmier.e.s scolaires.....

Logement, éducation, ce sont là deux exemples auxquels s'ajoutent les politiques fiscales et de redistribution qui démontrent à quel point la politique de la ville est vouée à l'échec si des mesures urgentes de portée générale ne sont pas engagées.

POLITIQUE DE LA VILLE : UN CONSTAT CONNU DEPUIS DES ANNEES.

Pourtant, dès le début des années 80 (avec le rapport d'Hubert Dubedout) les difficultés des quartiers dans une période de croissance du chômage de masse étaient pointées, tout comme leur déclassement, la perte de mixité sociale, la concentration de la pauvreté .....

En 1983, la marche pour l'égalité et contre le racisme qui mobilisa toute une partie de la jeunesse des banlieues resta malheureusement sans véritables réponses.

En juillet 2013, huit ans après les révoltes de 2005 qui avaient frappé les banlieues dans tout le pays, Mohamed Mechmache (Ac le Feu) répondant à une lettre de mission du Ministre de la Ville de l'époque délivrait le rapport co-écrit avec Marie Hélène Bacqué : "*Pour une réforme radicale*

de la politique de la ville, ça ne se fera plus sans nous!" qui insistait notamment sur le déficit démocratique qui touchait les quartiers populaires, la désertion des services publics et la montée de l'abstention lors de chaque échéance électorale.

Ce rapport, très critique sur la politique de la ville menée durant des années , listait toute une série de mesures qui sont restées peu ou prou lettre morte.

Est-il utile de rappeler qu'il revenait sur la nécessité impérieuse de donner le droit de vote aux habitants de ces quartiers non issus de l'Union Européenne, une mesure qui faisait déjà partie des 110 propositions de François Mitterrand en 1981 ou que Nicolas Sarkozy avait envisagé durant sa présidence.

Ce sujet du droit de vote aux élections locales est d'ailleurs revenu dans les échanges que nous avons eu avec certains habitants du quartier.

Mais il est évident que les changements qui s'imposent ne se feront pas sans l'implication directe des habitant.e.s.

Les constats sont là, nous l'avons déjà dit, l'urgence économique, sociale, démocratique, culturelle est plus que jamais d'actualité alors que la précarité et les inégalités atteignent des sommets.

UNE REALITE POURTANT : LA DIFFICULTE REELLE A SE FAIRE ENTENDRE ET L'IMPERIEUSE NECESSITE DE LUTTER CONTRE LA RESIGNATION, L'ABSTENTION ET REDONNER DES PERSPECTIVES.

Nombreux sont celles et ceux qui expriment leur résignation car le désenchantement n'est même plus d'actualité.

Alors que l'urgence sociale et que la précarité frappent comme jamais les quartiers populaires, les habitants se détournent du vote, "*n'y croient plus*" comme ils nous l'ont dit à plusieurs reprises durant cette journée.

Il n'est un mystère pour personne que le taux d'abstention dans les quartiers populaires atteint des sommets (plus de 75 % aux dernières départementales sur Tarbes, 80 à 85 % en Seine St Denis).

Ce déficit démocratique dont certains se satisfont est une véritable bombe à retardement pour notre république !

Ils et elles nous ont dit que l'on voyait arriver " *les politiques* " à chaque échéance électorale..... promettre et repartir aussitôt l'échéance passée.

Beaucoup nous ont également dit que les mesures portées par le programme de l'Union Populaire sont nécessaires mais "*est-ce possible ?* " de les engager.

On sent bien là tout le poids de la résignation, d'années de déceptions..... ferments de l'amertume et du rejet.

On sent bien là tout le poids du discours dominant qui dénigre et méprise (le discours sur l'assistanat répété jusqu'à l'écœurement alors que l'argent public coule à flot y compris pour les multinationales du CAC 40 et que les fortunes de milliardaires explosent sur le quinquennat et notamment sur la période de crise sanitaire).

Il y a donc un véritable défi à relever : celui de la confiance à renouer entre les habitant.e.s et les institutions de la République.

Cela ne se fera pas en quelques semaines mais à l'évidence, sans une lutte implacable contre le développement de la précarité, sans la réduction des inégalités, sans une école de l'égalité et de l'émancipation, un enseignement supérieur et un enseignement professionnel qui donnent à la jeunesse des perspectives et un avenir , on pourra multiplier les opérations de rénovation (nécessaires bien sur, là n'est pas le sujet, tout en s'assurant qu'elles soient partagées) ou les appels à projet dans le cadre de la politique de la ville..... Mais on ne pourra répondre aux attentes et on ne recréera pas le lien et la confiance dans les principes fondateurs de notre république : Liberté, Egalité, Fraternité !

Nous essaierons donc dans les jours et semaines qui viennent d'œuvrer en ce sens en toute humilité et en lien avec le tissu associatif du quartier et d'organiser prochainement une réunion publique à la Maison de quartier de Laubadère sur tous ces sujets.